

Turquie-UE : Conversations sur le Bosphore

jeudi 29 octobre 2009, par [Bernard Guetta](#)

Bernard Guetta

La scène se passe à Istanbul, fenêtres ouvertes sur le Bosphore. La Tusiad, l'organisation du patronat turc, y organisait, hier, une journée de discussions sur les relations entre la France et la Turquie, sujet brûlant depuis que Nicolas Sarkozy s'est fait l'adversaire le plus déterminé de l'entrée des Turcs dans l'Union européenne. Le débat vole haut, histoire, géopolitique, civilisations, et soudain une philosophe, professeure à l'Université Galatasaray, s'adresse aux invités français : « Le problème, leur dit-elle, est que vos sociétés sont beaucoup moins sécularisées que la société turque. »

Aussi bien disposés qu'ils soient vis-à-vis de la Turquie, les Français en restent cois mais cette dame poursuit, dans un français comme on n'en parle plus à Paris. « Les Turcs, dit-elle, ne voient aucune difficulté à s'intégrer à un monde chrétien alors que beaucoup d'Européens ont le plus grand mal à envisager qu'un pays musulman entre dans leur Union. » Que répondre à cela ? Rien.

Rien parce que c'est vrai et cette philosophe en rajoute, d'une voix égale : « L'Europe ne peut pas être européenne sans la Turquie », conclut-elle dans une seconde provocation qu'un Français approuve aussitôt. Rappelant la présence turque dans les Balkans et le poids politique que les hommes qui en venaient avaient pris dans l'ancien Empire ottoman, il lance, lui : « On ne peut pas imaginer l'Europe sans cette ville, l'ancienne Constantinople, où se mêlaient la philosophie grecque, le droit romain et la chrétienté. »

On a, alors, envie d'ajouter qu'on le pourrait d'autant moins que la conquête de Constantinople n'avait rien changé à cela ; qu'il y a un siècle et demi que l'Empire ottoman s'était tourné vers les capitales et la technologie européennes ; que le XIX^e siècle appelait cet empire « l'homme malade de l'Europe » - de l'Europe et pas de l'Asie - et que la laïcité turque passe victorieusement l'épreuve d'un gouvernement islamiste qui ne la remet pas en cause et ferraille, aux côtés des élites modernistes de ce pays, en faveur de l'adhésion à l'Union.

Il y a des instants qu'on ne regrette pas d'avoir vécus, mais revenons aux temps présents. Pourquoi le refus de la Turquie est-il pratiquement le seul point sur lequel Nicolas Sarkozy n'ait pas varié entre ses discours de campagne et sa présidence ?

Parce que c'est la manière la plus consensuelle, dira-t-on, de s'attacher l'électorat du Front national. C'est, en effet, une partie de la réponse. En disant « non » à la Turquie au nom de la géographie et de la nécessité de fixer des frontières à une Union dont les capacités d'extension ne sont pas illimitées, le président français revêt d'habits décents le rejet des musulmans par une extrême droite qui lui en sait gré. C'est électoralement efficace, encore plus que la brutalité des expulsions de sans-papiers qui finit par choquer beaucoup de gens, mais cette politique a une autre explication, bien plus profonde.

« France d'en bas » et « France d'en haut », la France n'a jamais vibré pour aucun des élargissements de l'Union parce qu'elle a toujours vu dans l'Europe une super France, à même de lui conserver le poids qu'elle n'a plus dans le monde et que, plus l'Union a de membres, plus l'influence française y devient relative. L'argument est tout sauf vil, mais le paradoxe est que la France ne sait pas voir que la Turquie a la même ambition qu'elle et que son adhésion, celle d'une puissance militaire, politiquement influente au Proche-Orient et en Asie centrale, en pleine expansion économique, contribuerait de façon décisive à faire de l'Union un acteur de la scène internationale. Il serait temps que la France s'intéresse aux atlas.

Sources

Source : Le Temps (Suisse), le 24.10.09